



SOMMAIRE

♦ ÉDITO	3
♦ PRÉSENTATION DE L'ASSOCIATION	4
♦ PERMANENCES D'ACCUEIL ET CONSULTATIONS MÉDICALES	6
♦ ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ : ANIMATIONS EN MILIEU SCOLAIRE	8
♦ PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT AFFECTIF ET SOCIAL (PRODAS)	10
♦ « HANDICAP ET ALORS »	11
♦ LE PLANNING DANS LES BOUCHES-DU-RHÔNE	12
♦ AUTRES ACTIONS	14
♦ PLATEFORME TÉLÉPHONIQUE ET SITE INTERNET	16
♦ FORMATION DES PROFESSIONNEL-LES	18
♦ TRAVAIL EN RÉSEAU	20
♦ BILAN FINANCIER 2014	22

NOS PERMANENCES D'ACCUEIL ET D'ÉCOUTE SANS RENDEZ-VOUS

MARSEILLE

Au 106, boulevard National 13003 – Tél. : 04.91.91.09.39

- ♦ Lundi de 10h à 12h et de 14h à 18h
- ♦ Mardi au jeudi de 14h à 18h
- ♦ Vendredi de 14h à 17h

AIX-EN-PROVENCE

Au CIVG de l'hôpital d'Aix : 9, avenue des Tamaris – Tél. : 04.42.33.56.85

- ♦ Du lundi au vendredi de 14h30 à 16h
- ♦ Consultation médicale et prescription d'une contraception : mercredi de 14h30 à 16h

Au BIJ : 7, avenue Aristide-Briand – Tél. : 04.91.91.09.39

- ♦ Mercredi de 14h30 à 17h30

SALON-DE-PROVENCE

À la MDA : 94, rue Labadie 13300 – Tél. : 04.90.56.78.89

- ♦ Mercredi de 14h à 17h (fermé d'avril 2015 à janvier 2016)

ISTRES

À la MRS Centre tertiaire « La Pyramide » : 2^e étage, place Champollion 13800 – Tél. : 04.13.29.56.10

- ♦ Les 2^e et 4^e mercredi du mois de 14h à 17h (ouvert depuis mars 2015)

N°Vert 0 800 105 105
IVG et contraception en Paca

Internet www.parlons-ici.org
Parlons contraception, IVG, sexualités en Paca

ÉDITO

QUELQUES AVANCÉES... BEAUCOUP DE COUPS DURS

On a vu en France le paysage de la santé, de la prévention et des libertés s'assombrir.

2013 : défilé la « Manif pour tous » contre des droits donnés aux homosexuel-les.

2014 : « Journée du retrait » et reculades dans les écoles sur les actions de promotion de l'égalité garçon-fille.

Début 2015 : assassinats à Paris (*Charlie Hebdo*, l'hypermarché *casher*) et des réactions solidaires ou pas raidissant et renforçant les positions : « Nous et Vous, c'est pas pareil ».

Début 2015 : célébrations des 40 ans de la loi Veil : c'est autour de la défense de l'IVG, que le « groupe militant du Planning 13 » fait sa première sortie publique.

2015 : les droits concernant l'IVG ont progressé. Mais s'il est plus facile d'avorter qu'en 1975, les politiques d'austérité rognent l'accès à ce droit et la culture de la culpabilité continue à peser sur les femmes qui en usent. Au son du slogan : « C'est la crise ! », des associations citoyennes sont mises en péril par des coupes dans leur financement, des injonctions à se regrouper, à économiser, des procédures administratives épuisantes qui laminent leur énergie et leur spécificité.

En 2014, le Planning Familial 13, confronté à une situation budgétaire déficitaire, n'a pas remplacé le départ de trois salariées et a dû réduire sa présence auprès du public : arrêt des permanences au sein des CPEF du Conseil général, suppression de la présence des conseillères lors des consultations médicales au 106, boulevard National et fermeture quinze jours en été. Ces mesures de restriction ont généré anxiété et tensions, climat impropre à l'accueil et à l'accompagnement.

Les messages de solidarité des usagères, des partenaires et des médias ont été nombreux, témoignant de l'importance de l'association. L'engagement de l'équipe, des militants et militantes, les mesures d'économie et le soutien des partenaires financiers ont permis d'éviter le pire : la cessation de paiement. La réorganisation en interne soutenue par un Dispositif Local d'Accompagnement devrait ramener un fonctionnement plus serein même si la situation reste fragile.

Dans ce contexte difficile, le Planning Familial 13 a assuré ses missions. Pour garantir sa pérennité, il a amorcé des réorientations vers de nouveaux secteurs :

- développement vers des communes de l'ouest de l'étang de Berre très demandeuses d'actions portées par le Planning ;
- déploiement des actions « Handicap » dans tout le département ;
- formation de salarié-es du secteur socio-éducatif.

2015 : IL FAUT SE BATTRE ENCORE !



PRÉSENTATION DE L'ASSOCIATION

Le **Planning Familial** est une organisation non gouvernementale (association loi 1901) **créée en 1956**.

Le **Planning Familial 13** est membre de la confédération nationale et de la fédération régionale PACA du **Mouvement Français pour le Planning Familial**. Il participe à trois commissions nationales : « **Formation** », « **Femmes et SIDA** » et « **Vie du Mouvement** ». Des membres du **Planning Familial 13** ont participé et/ou animé des regroupements nationaux.

Le **MFPF** appartient au **Mouvement d'éducation populaire**.

L'équipe du **Planning Familial 13** est composée de **30 salarié-es** correspondant à **20 équivalents temps plein**, comportant majoritairement des **conseillères conjugales et familiales** formées à l'écoute centrée sur la personne, des **médecins**, une petite **équipe de gestion**, une troupe de théâtre forum de **15 comédien-nes** et des **militant-es bénévoles** aux fonctions variées.



MANIFESTATION POUR LE MAINTIEN DU DROIT À L'IVG EN ESPAGNE

TRANSFORMATIONS SOCIALES, VIE PRIVÉE, ÉMANCIPATION

La vie des femmes a changé, elles ont acquis des droits : études, autorité parentale, autonomie financière, etc. **Pour autant...** Les rapports sociaux entre les sexes n'ont pas connu de transformation radicale : l'asymétrie des rapports hommes-femmes, tout particulièrement dans la prise en charge des tâches liées à la famille, ainsi que la position dominante du masculin restent prégnantes, rendant toujours banales les violences et le sexisme.

L'institution familiale s'est transformée : augmentation du nombre de divorces et de séparations, multiplication des familles monoparentales à temps partiel ou complet, multiplication des familles recomposées, loi autorisant le mariage des personnes de même sexe et mobilisation pour l'homoparentalité. **Pour autant...** La norme idéalisée reste le modèle familial d'un homme et d'une femme ayant une vie commune.

Les moyens de contraception efficaces sont aujourd'hui utilisés massivement : vécus comme une immense libération il y a cinquante ans, ils peuvent de nos jours être ressentis comme une obligation imposée par la société via le corps médical, comme contraignants, voire avec des risques inquiétants. Les campagnes nationales en faveur de la contraception mettent avec raison l'accent sur le choix personnalisé de celle-ci. Le **Planning Familial** participe activement à cette mission d'information.

Pour autant... Le **Planning Familial** rappelle qu'aucune contraception n'est efficace à 100 % et que la réduction des risques va de pair avec le respect du choix au plus près des besoins de chaque personne.

L'IVG a été légalisée il y a quarante ans pour répondre à la mise en danger de la santé et de la vie des femmes par des pratiques illégales. Comme partout dans le

monde, l'interdiction de l'avortement ne le faisait pas disparaître, il le rendait seulement clandestin, dangereux et source de corruption.

Pour autant... L'existence de moyens de contraception efficaces ne peut suffire à gommer la complexité des comportements humains face à la vie affective et sexuelle.

Partant de ces constats, le Planning Familial 13 s'engage avec une équipe de militant-es salarié-es ou bénévoles dans des actions de sensibilisation auprès du public mais aussi dans la réflexion et la mobilisation sur les questions relevant de la santé sexuelle, de la liberté de choix en matière de sexualité et de fécondité et des rapports hommes-femmes.

Les valeurs portées par le Planning Familial se déclinent de manières différentes :

- en entretien individuel c'est la rencontre avec une personne qui se fait : elle est entendue, acceptée pour ce qu'elle est et accompagnée vers là où elle veut, ou peut, aller ;
 - en collectif de jeunes, d'adultes ou de professionnel-les c'est avec la diversité du groupe et le partage d'expériences que la pensée et la parole s'élaborent ;
 - dans les débats et les apparitions publiques, ce sont les axes politiques réfléchis collectivement dans le Mouvement qui sont argumentés.
- Toutes ces dimensions font la richesse et la complexité des actions.

Le PLANNING FAMILIAL revendique et agit :

- Pour le droit de choisir une maternité (accès à la contraception et à l'avortement).
- Pour l'accès aux méthodes de prévention et de réduction des risques, notamment en matière de grossesses non désirées et d'IST.
- Contre les discriminations liées au genre et à l'orientation sexuelle et contre les normes inégalitaires entre les sexes.
- Contre toute forme de violences sexuelles ou sexistes : violences familiales, conjugales, agressions sexuelles et viols, mariages forcés, mutilations sexuelles...

CONGRÈS NATIONAL DU PLANNING FAMILIAL À MARSEILLE EN 2012



CHACQUE PREMIER MARDI DU MOIS, les adhérent-es et sympathisant-es se réunissent pour débattre de l'actualité du **Planning Familial**. Un mois sur deux ce temps est consacré à une **thématique autour d'un film ou d'intervenant-es**.

EN 2014 :

« **Avortements hors délais en France, problématiques, enjeux et perspectives** ».

« **Mais depuis quand parle-t-on de genre à l'école !** » autour du film *Nous, Princesses de Clèves*.

« **Les cancers des femmes et leur dépistage** » autour de *Pilier de famille*, théâtre forum de la compagnie 6T théâtre.

Discussion sur **la place du bénévolat** au **Planning 13**.

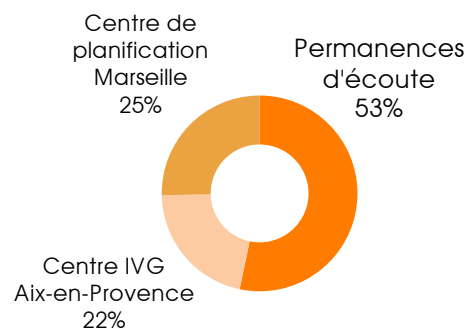
Ouverture du chantier « **Militer avec le Planning** ».

« **Sexualité et handicap, une question d'image ?** **Sexprimez-vous** » à L'Équitable café.

RETROUVEZ LES RENDEZ-VOUS ET LES INFOS SUR LE SITE DE L'ASSOCIATION :
www.leplanning13.org

PERMANENCES D'ACCUEIL ET CONSULTATIONS MÉDICALES

♦ **6 674** personnes accueillies



♦ **3 555** entretiens d'écoute menés en 2014, dont **3 240 à Marseille** et **315 hors Marseille**.

♦ **3 119** personnes venues pour la planification en 2014, dont **1 688 à Marseille** et **1 431 à Aix-en-Provence**.

♦ **3 005** premières orientations par téléphone ou en face-à-face, dont **2 000 à Marseille** et **1 005 à Aix-en-Provence**.

Merci au Planning Familial qui m'a si bien informée depuis mon arrivée en France et toujours si gentiment !

Les activités historiques et emblématiques du Planning Familial sont l'accueil et l'écoute des personnes ainsi que l'information sur les questions de vie affective et sexuelle. Les fondements de cette pratique d'accueil, de conseil, d'information et de soins s'appuient sur l'écoute centrée sur la personne, les rapports sociaux de sexe et l'analyse par le genre, la réduction des risques et le travail en réseau.

Sur les sujets délicats et intimes de la sexualité et de la relation amoureuse, de la contraception ou du choix d'une maternité, la posture d'écoute active centrée sur la personne est utilisée pour créer un espace de confiance, libérer la parole et faciliter la connaissance que la personne a d'elle-même, de la situation qu'elle vit et de ses capacités personnelles. Cette pratique est fondée sur une éthique du respect des différences, de responsabilité et de liberté des personnes. Elle a le souci d'inclure la diversité des personnes et des situations : on peut venir discuter ou consulter quels que soient son âge, son orientation ou ses pratiques sexuelles (lesbienne, homo, bi, hétéro, etc.), son identité de genre, son état (valide ou en situation de handicap), sa situation sociale, sa décision par rapport à la survenue d'une grossesse (la garder ou l'interrompre), sa situation de couple, son statut sérologique, etc.

Dans ces rencontres, nous ne pouvons ignorer que le système de hiérarchie des genres dans lequel nous vivons rend les femmes plus vulnérables. Les représentations et comportements attachés aux rôles assignés au masculin et au féminin dans notre société ont une incidence directe sur la manière dont les personnes se comportent dans leur vie affective et sexuelle et face aux risques qui en découlent. Les femmes cumulent des vulnérabilités sociales, physiologiques et économiques. Elles sont plus nombreuses à vivre dans la précarité, à élever des enfants seules, victimes de violences sexistes, et à travail égal sont moins rémunérées. Il y a un rapport direct entre la prise de risques et ces facteurs de vulnérabilité. Nous le constatons tous les jours dans les entretiens et les consultations gynécologiques.

Les principaux risques liés à la sexualité sont les grossesses non désirées, les infections sexuellement transmissibles et les violences de tous ordres (viols,

mutilations, violences conjugales et intrafamiliales, mariages forcés, homophobie, sexisme, etc.). Dans le domaine de la prévention des risques sexuels, la réduction des risques s'appuie sur la réalité sociale, économique et physique des personnes. L'association les accompagne dans leur capacité à évaluer leurs propres pratiques, à utiliser ou pas les informations les plus complètes et objectives possibles et les moyens de prévention qui leur sont proposés.

Le Planning Familial 13 offre des espaces d'écoute individuelle, en entretien ou en consultation médicale. Selon leur implantation, les permanences d'écoute drainent des publics un peu différents. Mais ce sont surtout des jeunes filles ou femmes qui viennent chercher des infos et qui sont satisfaites de trouver une écoute bienveillante et non jugeante propice au meilleur choix. Un grand nombre de demandes concerne la mise en route ou le suivi d'une contraception. Les conseillères du Planning ont à cœur de passer du temps pour évaluer avec la personne ou le couple quel sera le moyen le plus adapté.

Consultations médicales non payantes, confidentielles et attentives aux personnes sont les principes appliqués par le centre de planification du Planning Familial du 106 boulevard National. En matière de contraception, nous nous attachons à appliquer le slogan « la meilleure contraception est celle que l'on choisit », car l'efficacité est totalement corrélée à l'adhésion au moyen prescrit : la prescription à la va-vite et sans réelle concertation d'une pilule à une personne qui n'en comprend pas bien le mode de prise, qui a des relations épisodiques, qui ne pourrait pas la garder chez elle, qui se cache pour la prendre, etc. risque fort d'être mal suivie. Les grossesses non prévues surviennent dans 3 cas sur 4 chez des personnes sous pilule !

Nous veillons à sortir du « tout pilule » pour être au plus près des demandes et des possibilités de chacune.

Beaucoup viennent au Planning faire un test de grossesse. C'est gratuit, confidentiel et on peut en parler. C'est une occasion de parler de sexualité, de la relation avec le-la partenaire, des prises de risques, des IST, de la famille et de la contraception.

Si le test de grossesse est positif, la question de l'avenir de cette grossesse se pose, la garder ou pas ? pourquoi ? comment ? faire une IVG ? la confidentialité ? quelle méthode ? où ? quel médecin ? quel hôpital ? quel accompagnement ?

Au sein du CIVG de l'hôpital d'Aix-en-Provence, les conseillères du Planning ont la tâche particulière d'accompagner les femmes dans leur parcours IVG mais aussi de parler contraception avec les accouchées.

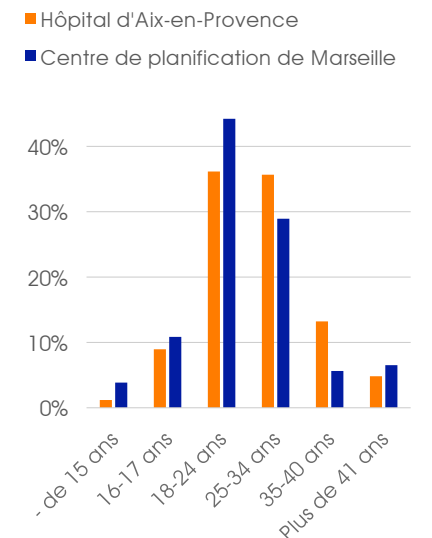
Les entretiens d'écoute révèlent souvent des violences sexistes « ordinaires » et des difficultés pour vivre sa vie affective et amoureuse. Parfois la situation est plus grave (mariage forcé, violence intrafamiliale, etc.) et quand une solution est difficile à trouver, la mise à l'abri peut être assurée par l'association et ses militant-es.

ENTRETIEN AVEC
UNE CONSEILLÈRE

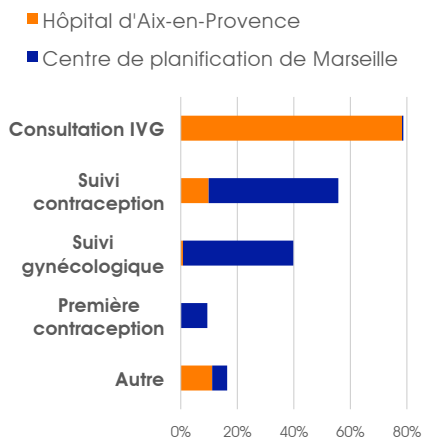


© Lore Sajous

♦ RÉPARTITION PAR ÂGE



♦ RÉPARTITION PAR MOTIFS PRINCIPAUX



Nous faisons en sorte de bien connaître les acteurs marseillais et d'être connus d'eux. Nous entretenons ainsi des relations suivies avec Médecins du Monde, Autres Regards, SOS Femmes, le CIDF, les CIVG, les CPEF, des médecins de ville pratiquant l'IVG, des pharmaciens, des laboratoires, des cabinets de radiologie. Cela permet de nous adresser mutuellement les personnes avec pertinence et en confiance.

ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ : ANIMATIONS EN MILIEU SCOLAIRE

DIFFÉRENTS PROGRAMMES D'ANIMATION SONT POSSIBLES :

- ♦ Représentations de **théâtre forum** généralement suivies ou précédées d'un **groupe de parole**.
- ♦ Groupes d'**information et de parole** de deux heures.
- ♦ Interventions en deux séances sur la thématique « **Féminin, Masculin, Adolescence** ».
- ♦ **Stands inter-associatifs** ponctuels.
- ♦ **Sensibilisation d'étudiant-es** « **relais** » autour de la réduction des risques sexuels.

C'est bien de pouvoir parler des tabous. Avec les parents on ne peut pas faire ça et les autres adultes pensent qu'on est trop jeunes.

Ce que vous avez joué, c'est la réalité. Ça se passe comme ça dans nos vies.

L'objectif de nos interventions, en accord avec les circulaires de l'Éducation nationale, est d'arriver à se questionner avec les jeunes sur ce qu'est pour elles et eux une vie affective, relationnelle et sexuelle épanouie et consentie, dans le respect de soi-même et de l'autre. Cela implique de travailler avec eux sur tout ce qui pourrait constituer un frein à cet objectif, notamment les différents risques sexuels (grossesse non désirée, IST, violences, etc.).



UNE REPRÉSENTATION DE THÉÂTRE FORUM

Ces actions sont fondées sur l'écoute et s'appuient sur des méthodes d'intervention interactives et participatives à partir d'outils théoriques : le *counseling*, la réduction des risques liés à la sexualité, et l'approche de genre. Nos interventions ne prennent pas la forme d'un discours, ni même d'un cours sur la sexualité. Il s'agit bien plus d'instaurer un temps et un espace de dialogue, de débat, permettant aux élèves de susciter leur réflexion, de s'exprimer sur les sujets et les préoccupations qui les concernent. Nos interventions en milieu scolaire sont évolutives en fonction de l'âge des élèves et de leurs demandes. Les animatrice-eurs de prévention et/ou conseillères conjugales et familiales qui interviennent ne se limitent pas à l'écoute, mais entendent aussi leurs questionnements, transmettent des informations de manière claire, précise et accompagnent la réflexion de groupe. Le souci principal des intervenant-es est d'être au plus proche des attentes et des questionnements des élèves.

Les séances se font en demi-classe, principalement en non-mixité, dispositif essentiel pour favoriser les échanges et libérer la parole. Si les thématiques sont les mêmes dans les groupes de filles ou de garçons, elles sont néanmoins abordées de manière différente.

Dans les groupes de filles, le contrôle de la sexualité féminine est souvent questionné à travers le sujet des réputations : « ce ne sont que les filles qui ont des réputations, elles n'ont pas à coucher », de la virginité : « c'est vrai qu'on peut voir si une fille est vierge ? », « il ne faut pas trop laisser de liberté aux filles sinon elles font n'importe quoi » et du plaisir, comme si le plaisir féminin était inexistant : « une fille crie parce qu'elle a mal, un garçon crie parce qu'il a du plaisir ». Les enjeux autour de la sexualité féminine plutôt perçue comme dévalorisante, dévalorisée et de soumission, ne sont pas du tout les mêmes que pour la sexualité

masculine perçue, elle, comme valorisante et de domination.

Dans les groupes de garçons, c'est la peur d'être déchu de leur statut « d'être viril » qui rend difficile pour eux l'expression des affects et de leurs craintes. Ils parlent beaucoup de leurs peurs liées à la sexualité, notamment au premier rapport puisqu'ils sont censés être des « performeurs du sexe » (peur d'être mauvais, de ne pas donner de plaisir, d'avoir un trop petit pénis, d'être éjaculateur précoce, de ne pas savoir mettre un préservatif, etc.).

Ces rapports de domination du masculin sur le féminin enferment les filles comme les garçons dans des représentations stéréotypées de leur sexualité, de leur rôle et de leur place dans la société.

Ainsi, les assignations sociales liées au sexe et la déconstruction des stéréotypes de genre sont au cœur de nos échanges avec les élèves. Tout ce qui concerne le rapport au corps, le rapport à l'autre, l'image de soi, les relations familiales, amicales, la vie dans l'établissement, les discriminations, l'entrée dans la sexualité, la morale, la violence, etc., est traversé par la question du genre. C'est-à-dire par les représentations de la féminité et de la virilité et par la contrainte sociale

à devoir être un homme ou une femme. Parmi les questions d'actualité, la question du racisme a, elle aussi, souvent été abordée. Les élèves se sont souvent saisis de cet espace de parole afin d'exprimer leurs vécus et affects par rapport au racisme ordinaire et institutionnel. Il est intéressant de noter que le fait d'écouter les élèves sur les discriminations racistes et de discuter avec eux de ce sujet permet de travailler autrement la question de l'homophobie, notamment en partant des vécus que peuvent engendrer les discriminations envers les homosexuel-les.

La confiance accordée au Planning Familial 13 n'a pas été entamée par la polémique sur le genre. Le personnel des établissements (professeurs ou membres de l'équipe éducative) est toujours présent lors de nos interventions. Il est témoin de notre approche qui tend à visibiliser les attentes liées aux rapports sociaux de sexe et à les questionner en respectant et en faisant respecter les positions en présence. Les animatrice-eurs insistent sur la nature des discriminations et leurs conséquences, et s'attachent aussi à responsabiliser les élèves en revenant sur les rôles de témoins ou d'opresseurs qu'ils peuvent exercer, volontairement ou non (ex. : harcèlement, réputation, etc.).

Les débats d'actualité prennent une place importante dans nos échanges avec les jeunes. Ainsi, même si l'homosexualité a toujours été un sujet très présent, l'année 2014, avec les polémiques autour du mariage pour les personnes de même sexe, a suscité encore plus de débats avec parfois des propos homophobes très virulents.

♦ En 2014, le Planning Familial 13 est intervenu dans **74 établissements du département**, auprès de **8 517 élèves ou étudiant-es**.

COLLÈGES

♦ **35 collèges** (23 à Marseille et 12 dans le reste du département).

♦ **223 interventions** en classe : **3 529 élèves**.

LYCÉES

♦ **17 lycées** (8 à Marseille et 9 dans le reste du département).

♦ **50 interventions** en classe : **996 élèves**.

♦ **14 stands** : **2 746 élèves** rencontré-es.

AUTRES ÉTABLISSEMENTS

♦ **10 autres établissements** accueillant les jeunes hors temps scolaire.

♦ **19 actions** mises en œuvre.

♦ **288 élèves**.

ÉTUDIANTS

♦ **12 établissements** (7 à Marseille, 5 dans le reste du département).

♦ **47 séances** concernant **218 étudiant-es**.

♦ **18 stands** : **740 étudiant-es** rencontré-es.

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT AFFECTIF ET SOCIAL (PRODAS)

En 2013-2014, le PRODAS a été mis en œuvre dans **56 classes** : **26 classes que nous accompagnons** et **30 classes** qui expérimentent désormais le programme **seules**.

Je découvre des enfants que je n'entends jamais en classe. Ceux qui sont en échec se révèlent brillants dans le cercle. Ça me fait tellement de bien de voir leur plaisir d'être là !
(Enseignante, 1^{re} année de PRODAS)

Le nombre d'élèves touchés par le PRODAS en 2013-2014 est estimé à **1 290**.

7 écoles élémentaires ont mis en œuvre le PRODAS en 2013-2014, **2 écoles maternelles** et **1 collège**.

Écouter les histoires des autres qui ressemblent aux miennes ça me permet de me sentir moins seule.
(Élève de CM2)

Le PROgramme de Développement Affectif et Social (PRODAS) est un formidable programme de prévention précoce à destination des enfants (de l'âge de 4 ans jusqu'au collège). D'origine québécoise, il est mené en partenariat avec l'Éducation nationale à Marseille depuis déjà neuf ans.

Le PRODAS a des missions d'éducation, de prévention et d'apprentissage de l'expression des ressentis. Il est conçu pour aider les jeunes à se comprendre et se respecter eux-mêmes pour ensuite comprendre et respecter les autres, mais également favoriser l'autonomisation et la responsabilisation des enfants ainsi que leur bien-être social, affectif et scolaire. L'outil principal est le cercle magique permettant aux enfants de raconter une histoire, ensuite reformulée par les autres, permettant de se sentir entendu-e et compris-e.

Grâce à ce programme, les enfants progressent en termes d'acquisition des règles de parole, de compétences orales, d'expression du ressenti et de confiance en soi. On observe davantage de coopération et d'entraide et une gestion des conflits facilitée par la parole. Les progrès sont évidents pour l'ensemble des groupes classes observés sur plus d'un an. Les enseignant-es témoignent du fait de mieux connaître leurs élèves, d'être plus à l'écoute des ressentis et de gérer les conflits différemment. Ils-elles voient leurs élèves autrement, ce qui leur permet d'instaurer une meilleure relation pédagogique avec eux. Ils-elles développent une écoute différente également avec les parents, ce qui facilite le développement d'une relation de confiance.

Nous intervenons dans un premier temps côte à côte avec les enseignant-es dans les classes et en parallèle nous leur dispensons des formations dans nos locaux. L'objectif est que les enseignant-es puissent dans un second temps mettre en œuvre le programme de façon autonome chaque année, pour chaque classe.

Depuis la rentrée 2014, un outil collectif de soutien aux enseignant-es est en préparation ainsi qu'un espace ressource numérique dédié au PRODAS à destination des enseignant-es mais aussi des familles et des institutions. Depuis quelques mois, l'école élémentaire Canet-Ambrosini (14^e arrt) a rejoint le programme ; l'enjeu est que cet outil précieux pour les enfants profite à un nombre de plus en plus important d'écoles.

REPRÉSENTATION DU CERCLE DE PAROLE PAR DES ENFANTS DE CM2



« HANDICAP ET ALORS »

L'objectif du Planning Familial 13 est de lutter pour que chaque personne puisse vivre une sexualité libre et consentie, quelle que soit sa situation. Dans le champ du handicap cela se traduit par la mise en œuvre du projet « Handicap et alors ». Les personnes en situation de handicap vivent des formes variées de dépendance. Ainsi, en travaillant avec elles les questions relatives à leur vie affective, relationnelle et sexuelle, les conseillères conjugales sont également amenées à accompagner les personnes qui les entourent : familles, professionnel-les et institutions.



UN SALON D'ENTRETIEN

© Lore Sajous

Différents types d'actions ont été menés cette année à partir du travail déjà effectué sur la prise en compte de la vie affective, relationnelle et sexuelle des personnes accueillies ; ces expériences nous permettent d'adapter nos interventions en fonction des besoins et de l'histoire de chaque institution. Ainsi, selon les demandes et le contexte institutionnel, nous proposons des interventions d'écoute individuelle, de groupe de parole, de formation des professionnel-les, d'analyse de la pratique, de groupe de parents et parfois un travail de réflexion et d'accompagnement institutionnel en vue de la formalisation d'écrits.

Pour l'année 2014, nos interventions peuvent se résumer ainsi :

- poursuite du travail engagé précédemment avec sept structures, en diversifiant nos modalités d'intervention ;
- suspension du travail engagé depuis de nombreuses années avec une structure du fait d'un manque de clarification des positionnements institutionnels et des pratiques professionnelles ;
- formation d'une conseillère de l'équipe auprès d'Isabelle Henault

(sexologue canadienne), en collaboration avec l'association Alliance Aspi, à l'animation de groupes de parole pour des jeunes autistes Asperger ;

- huit nouvelles demandes reçues : deux d'entre elles concernent la formation des professionnel-les et les actions d'accompagnement auprès des personnes accueillies. Pour deux autres structures, des actions sont prévues en 2015. Pour les quatre demandes restantes, un cheminement institutionnel et partenarial reste à parcourir avant de pouvoir envisager des propositions ;

- La fréquentation de nos permanences d'accueil pour des entretiens individuels a doublé en 2014.

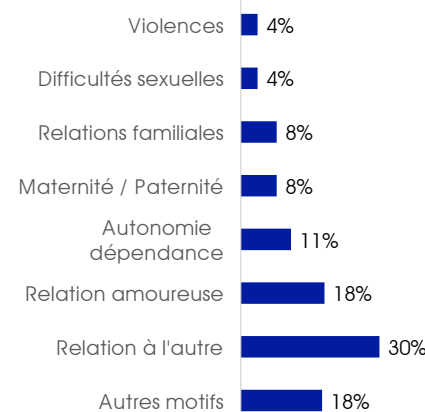
204 entretiens individuels.

54 groupes de parole, soit 130 personnes.

5 formations de 3 jours, soit 120 professionnel-les formé-es.

22 membres des familles rencontrés.

MOTIFS PRINCIPAUX DES ENTRETIENS



Ça m'a permis de comprendre que ma vie sexuelle n'était pas finie et si je trouve quelqu'un de bien je pourrai avoir un enfant, sinon j'ai mon neveu, la vie est belle.
(Travailleuse d'ESAT)

L'élément marquant de l'année 2014 a été la très forte augmentation des entretiens individuels. Cette démarche est pour nous un témoignage du degré d'autonomie de la personne et donc un indicateur important d'évaluation de notre projet. En effet, l'autonomie c'est avant tout pouvoir se penser comme une personne à part entière et, en ce sens, pouvoir élaborer et soutenir une parole sur soi non conditionnée par les attentes de l'autre (que cet autre soit le parent, le-la professionnel-le ou le-la soignant-e).

LE PLANNING DANS LES BOUCHES-DU-RHÔNE

1 340 ACTIONS ET PLUS DE 24 000 PERSONNES CONCERNÉES

AGGLOPOLE PROVENCE

- ♦ 23 actions
- ♦ 420 personnes



MARSEILLE PROVENCE MÉTROPOLE

- ♦ 1 178 actions
- ♦ 12 875 personnes



QUEST PROVENCE

- ♦ 3 actions
- ♦ 86 personnes



PAYS DE MARTIGUES

- ♦ 9 actions
- ♦ 122 personnes



Accueil individuel



Accompagnement professionnel



Handicap



Communes où intervient le Planning Familial



Accueil collectif des scolaires



Accueil collectif des autres publics



PRODAS



Formation

RHÔNE ALPILLES DURANCE

- ♦ 10 actions
- ♦ 141 personnes



PAYS D'AIX

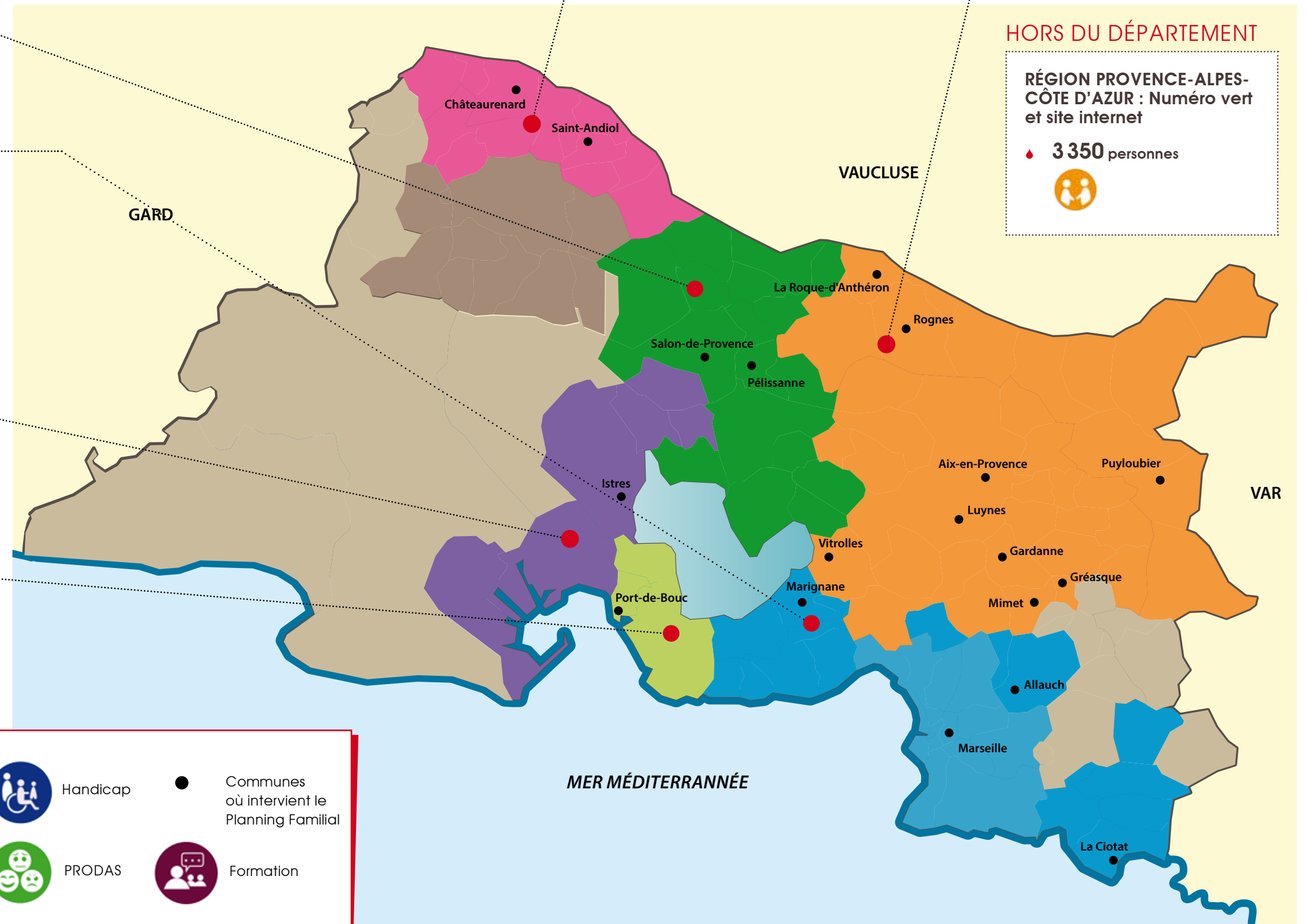
- ♦ 117 actions
- ♦ 7 230 personnes



HORS DU DÉPARTEMENT

RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR : Numéro vert et site internet

- ♦ 3 350 personnes



AUTRES ACTIONS

♦ Le collectif Femmes Plus est composé de femmes concernées par le VIH, le VHC et le VHB et des associations suivantes : le Planning Familial 13, AIDES, SIS Animation Paca, Sol En Si et le Réseau Santé Marseille Sud.

♦ Les actions menées prennent souvent la forme de rencontres conviviales autour d'un repas ou avec des professionnel·les.

♦ Cette année, **50 femmes ont participé aux actions** proposées par le collectif Femmes Plus.

AUPRÈS DES FEMMES TOUCHÉES PAR LE VIH

Sur ce sujet, notre principal engagement est l'appartenance au collectif Femmes Plus. Il offre un espace de parole aux femmes touchées par le VIH, le VHC et le VHB, permet une mobilisation individuelle et collective et œuvre à faire cesser l'invisibilité des femmes face à ces épidémies : « Vivant avec le VIH depuis plus de trente ans, ayant perdu mon mari du sida, j'avais jusqu'à présent tendance à me maintenir dans l'esprit de ces années noires du commencement de l'épidémie. Aujourd'hui, grâce à cette journée, je me sens maintenant en phase avec la réalité du VIH en 2014, je suis revigorée et riche de ces échanges. »

De plus, le Planning Familial 13 participe chaque année au stand inter-associatif organisé autour du 1^{er} décembre et prend part à la réflexion du mouvement confédéral autour des enjeux de prévention et de lutte contre les discriminations au sein d'une commission nationale.

Ce fut une grande joie de vous retrouver hier avec vos belles qualités humaines, votre allant, intact, concernant les questions liées au VIH.

J'ai beaucoup apprécié la qualité des intervenants et d'une manière générale les échanges entre femmes séropositives.



© Camille Durfort

AUPRÈS DES PERSONNES EN SITUATION DE PRÉCARITÉ

« Femmes, santé, sexualité, si on en parlait ? »

Depuis plus de quinze ans le programme départemental du Planning Familial « Femmes, santé, sexualité, si on en parlait ? » est proposé par notre association dans les centres sociaux et les organismes de formation des Bouches-du-Rhône auprès de femmes qui sont en situation de précarité. Il s'adresse à des groupes de 6 à 12 femmes volontaires. Cinq séances de 2 heures sont organisées sous la forme de groupes de parole animés par une conseillère conjugale. Les thèmes tels que le plaisir, le désir, la recherche de partenaire, le désir d'enfant, la négociation et le pouvoir dans le couple, les prises de risques, la santé sexuelle, l'examen gynécologique, les méthodes de contraception et de prévention, sont discutés à partir des questions qui émergent dans ces groupes.

L'objectif est de favoriser l'accès à l'information et aux soins, l'appropriation de son corps et du vécu de sa sexualité et de réduire les risques liés à la sexualité. Les femmes se saisissent bien de cet espace de parole et d'information qui leur est offert, la parole circule librement malgré l'aspect intime des sujets évoqués. Elles posent aussi des questions sur la façon d'aborder la sexualité avec leurs enfants et leurs adolescent·es.

Dans ce contexte et pour la première fois en 2014, un groupe a été mis en place sur la parentalité. Il réunissait des parents et des enfants et a permis de changer le regard sur la relation parent-enfant. En 2014, les séances ont par ailleurs été marquées par l'actualité. Les manifestations contre le mariage pour tous nous ont par exemple amenés à aborder les représentations de la famille et de l'homosexualité.

Groupes d'information sexualité contraception/IST/VIH

Nous mettons en œuvre des séances ou des stands d'information concernant la sexualité et la contraception auprès de publics qui n'ont pas toujours accès à

l'information. Nous intervenons ainsi dans des foyers d'hébergement, des structures de proximité ou des centres sociaux auprès de groupes de femmes, d'hommes ou de professionnel·les relais. Lorsque le lieu d'accueil le permet, nous proposons des interventions plus longues du type « Contraception, sexualité, vulnérabilité » (3 séances de 2h30) qui permettent un travail plus approfondi avec les publics. L'enjeu de ces rencontres est de renforcer la connaissance du corps et des risques liés à la sexualité, de favoriser les comportements de prévention et de mener une réflexion sur les relations entre hommes et femmes.

AUPRÈS DES MINEUR·ES SOUS MAIN DE JUSTICE

Les actions de l'année 2014 ont été réalisées dans la continuité du travail débuté en 2011 auprès de jeunes, filles ou garçons, incarcéré·es. Ainsi, le Planning Familial 13 est intervenu à l'Établissement pénitentiaire pour mineurs (EPM) pour des jeunes garçons et au Centre pénitentiaire pour femmes (CPF) des Baumettes pour des jeunes filles.

Un nouveau partenariat avec le Centre d'éducation fermé (CEF) « Les Cèdres » a donné naissance en 2014 à une intervention auprès de huit jeunes et une rencontre avec l'équipe. Ce qui a entraîné pour 2015 une programmation de 10 séances avec les jeunes.

Ces actions s'inscrivent dans les objectifs d'éducation à la sexualité et ouvrent un espace de parole, respectueux et bienveillant autour des questions liées à la vie affective et sociale.

Elles se déroulent sur la base d'échanges, de débats, d'informations autour de thématiques comme les relations affectives, la contraception, l'anatomie de l'appareil génital féminin et masculin, les IST/VIH, les violences (sexuelles, conjugales), la parentalité, l'homophobie, etc. Un des objectifs est que chacun·e puisse échanger, argumenter, se questionner, dans un cadre non jugeant. Lors de ces interventions nous adaptons notre pratique aux jeunes et au contexte prégnant du milieu fermé.

La complexité de l'organisation carcérale a parfois freiné la réalisation des rencontres avec les jeunes.

ACTIONS AVEC LES PERSONNES EN SITUATION DE PRÉCARITÉ :

♦ **22 groupes de parole** ont été organisés dans **14 structures**.

♦ **153 personnes** ont participé à l'action « Femmes, santé, sexualité, si on en parlait ? » dont **126 femmes** et **27 hommes**.

♦ **31 séances d'information** ont été proposées dans **12 foyers, centres sociaux et structures de proximité**.

♦ **136 personnes** ont participé à ces séances d'information dont **94 femmes** et **42 hommes**.

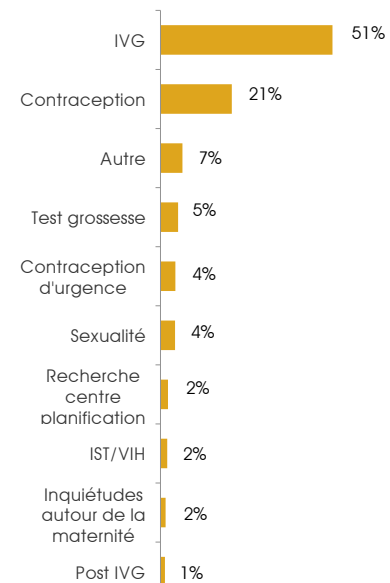
CONCERNANT LES ACTIONS AUPRÈS DES MINEUR·ES SOUS MAIN DE JUSTICE :

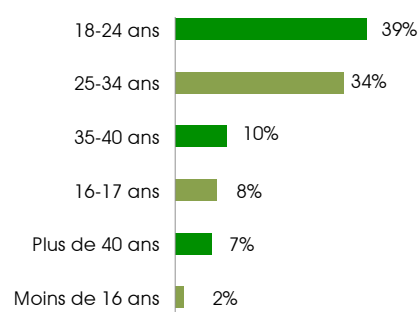
♦ Avec l'action Mineur·es sous main de justice nous avons rencontré **14 filles** et **9 garçons** en 2014.

♦ **3 séances d'1h30** auprès de jeunes garçons dans le cadre d'un « café citoyen » ont été mises en place par la PJJ, et **5 séances d'1h30** auprès des jeunes filles.

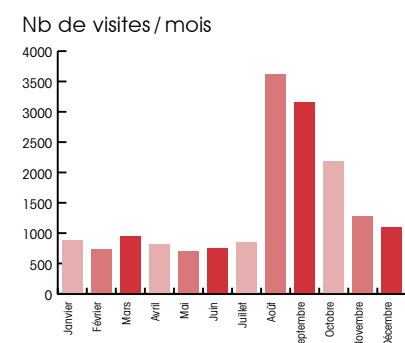
Avoir des informations entre femmes avec l'animatrice du Planning Familial, ça nous permet de savoir comment en parler avec nos enfants. (Participante à un groupe de parole)

♦ **3350** appels au **Numéro vert**

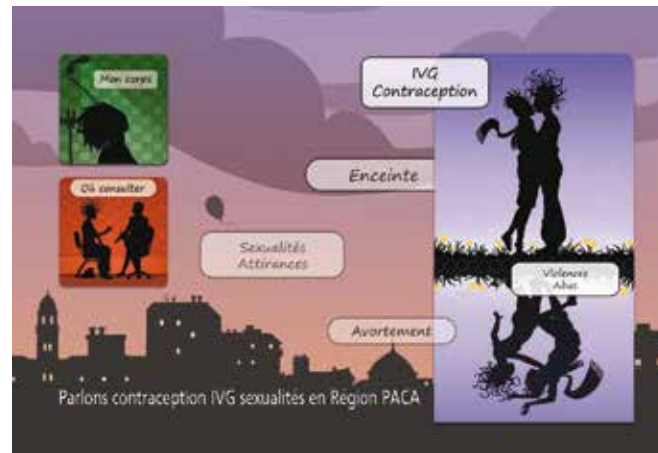




17000 visites sur le site
1800 questions par mail



La plateforme téléphonique 0800 105 105 et le site internet www.parlons-ici.org sont deux dispositifs d'aide à distance en santé sur les questions de contraception, d'IVG et de sexualité.



NUMÉRO VERT 0800 105 105
SITE INTERNET www.parlons-ici.org

Mis en service en juillet 2000, le numéro vert régional « IVG-Contraception » est complété depuis mars 2013 par le site internet « Parlons contraception IVG sexualité en région PACA » www.parlons-ici.org.

Ces deux dispositifs sont au cœur de nos actions et nous leur avons donné plusieurs objectifs :

- Accompagner les personnes :
 - dans les informations qu'elles ont déjà ou dans celles que le Planning Familial va leur fournir (sur la contraception, l'IVG, la prévention, etc.) ;
 - pour une orientation en fonction de leur situation personnelle, sociale et géographique : le fichier des lieux et personnes ressources est actualisé au jour le jour, spécifiquement en période de vacances d'été ;
 - dans une écoute centrée sur la personne, en particulier face à la décision d'une IVG que celle-ci soit simple ou complexe ;
- Contribuer à l'amélioration du réseau régional : partage des informations, repérage des ressources, des difficultés ou des dysfonctionnements éventuels ;
- Participer à notre projet associatif : défense du « droit de choisir », questionnement du regard culpabilisant sur l'IVG, mise en lumière des assignations de genre et dénonciation des discriminations sociales.

Site internet www.parlons-ici.org

Il met à disposition des internautes :

- des textes reflétant la pratique et les combats associatifs du Planning Familial ;
- des informations validées par un comité scientifique régional ;
- un annuaire interactif, géolocalisable, précis et actualisé des professionnel-les et des lieux ressources en PACA ;
- la possibilité de poser une question plus personnelle dans un anonymat protecteur.

Les questions par mail reçoivent une réponse écrite par une conseillère du Planning Familial dans les 48 h.

Numéro vert IVG Contraception

La ligne est ouverte du **lundi au vendredi de 9h à 19h** et le **samedi de 9h à 12h**. Les écoutant-es des cinq associations départementales du Planning Familial de la région disposent du fichier précis et actualisé des ressources IVG-Contraception en PACA.

La possibilité d'interrompre une grossesse non désirée est une liberté fondamentale. Les femmes et les couples n'en abusent pas, ils s'en servent quand cela leur est nécessaire.

Si des dispositions récentes ont été prises pour faciliter l'accès à l'IVG, les discours continuent à condamner moralement les femmes qui font ce choix et à stigmatiser leur incompétence ou leur négligence vis-à-vis de la contraception. Elles sont parfois victimes d'un accueil très culpabilisant dans certains établissements de santé. La réprobation peut poursuivre un but de prévention, mais elle a surtout pour effet d'accroître la culpabilité et les souffrances psychiques.

Nous tenons à rappeler que les situations qui amènent des femmes à recourir à une IVG sont complexes, incluses dans des situations personnelles particulières et que les prises de risque ne sont pas toujours liées à des méconnaissances ou des

erreurs, mais aussi à des facteurs difficilement maîtrisables sur le court terme (inégalités hommes-femmes, non légitimité de la sexualité des jeunes, et des jeunes filles particulièrement).

De plus, les difficultés d'accès sont patentes selon les territoires et les situations personnelles (une mineure souhaitant garder le secret de son IVG a paradoxalement plus d'obstacles à franchir qu'une femme majeure).

La place reconnue du Planning Familial sur la question de l'accès à l'IVG permet d'être en relation avec les médecins, les hôpitaux, l'Agence Régionale de Santé pour faire remonter ces difficultés et trouver les moyens d'y remédier.

Les demandes d'**IVG hors du délai** français (même pour un jour de dépassement) faute de trouver une solution en France sont orientées vers les pays européens disposant d'une législation différente.

Par téléphone ou par mail, les femmes sont reconnaissantes d'être en face de professionnel-les qui ne jugent pas leurs choix mais écoutent et acceptent leurs ressentis. Des professionnel-les conscient-es des difficultés pratiques d'un parcours IVG et qui vont chercher avec elles comment les surmonter.

La controverse de 2012-2013 sur les risques thrombo-emboliques liés à la pilule semble avoir contribué à assouplir le modèle contraceptif fortement centré sur la pilule, quand de nombreuses femmes en soulignaient le caractère contraignant depuis longtemps. Une diversification des pratiques contraceptives commence à émerger, même si la pilule reste prépondérante.

Une partie des femmes a abandonné la pilule pour d'autres méthodes, notamment le stérilet, le préservatif ou des méthodes dites naturelles. La réticence des médecins français à ne pas proposer le stérilet aux femmes jeunes ou sans enfant semble avoir diminué, en partie grâce à la demande des femmes elles-mêmes. Nous accompagnons avec satisfaction ces évolutions plus respectueuses du choix des personnes. Cependant, de nouvelles inégalités sociales vis-à-vis du recours à la contraception apparaissent.

Il faut rappeler que le préservatif, une des principales méthodes de contraception utilisée en début de vie sexuelle, n'est pas remboursé. L'enjeu de la gratuité de l'accès aux méthodes de contraception, un des freins de l'accès aux méthodes les plus efficaces, est donc plus que jamais d'actualité.

Je me sens honteuse à mon âge (47 ans), avec 2 enfants en fac, je ne m'imaginais pas que je pourrais tomber enceinte. J'utilise le préservatif à tous mes rapports !

Le médecin a annulé le rendez-vous pour mon IVG car il a eu des consultations de cancer et elles étaient prioritaires. Je m'inquiète car le répondeur de l'hôpital ne m'a toujours pas rappelé.

« Je suis une lycéenne de 18 ans et je voudrais savoir si j'ai le droit d'aller au planning familial. J'ai mal au vagin depuis plusieurs jours et ma mère ne peut pas me payer une consultation en cabinet et je n'ai pas de carte vitale. »

Je suis pharmacienne d'officine (village du 13 ouest étang de Berre). Je suis avec une mineure qui a un retard de règles de 45 jours. Où y a-t-il un planning familial pas loin de chez nous ?

FORMATION DES PROFESSIONNEL-LES

Le Planning Familial 13 est **organisme de formation depuis 1976**.

10 salariées sont mobilisées sur cette activité.

488 personnes ont été formées en 2014.

SEXUALITÉS ET HANDICAPS :

120 personnes formées (5 sessions).

PRODAS :

82 personnes formées à l'animation de ce programme (6 sessions).

50 personnes accompagnées en **formation continue**.

FORMATION DE RELAIS :

37 personnes ont participé aux formations « **Genre, Écoute, Sexualités** » (3 sessions).

21 personnes ont été formées au sein de leur structure (**CHRS, CPEF**).

FORMATION INITIALE ET CONTINUE SOIGNANT-ES :

186 personnes formées : faculté de médecine, IFAS, IFAP, MEP, médecins, sages-femmes.

La formation participe à la dynamique associative. À travers cette activité, l'équipe du Planning 13 réalise un travail de réseau permanent. La formation est un moyen d'aller à la rencontre d'autres acteur-trices pour partager nos savoirs et savoir-faire mais également de développer, à travers une lecture commune des mécanismes d'oppression, des relais de notre projet associatif.

Cette activité permet de former des personnes relais/ressources dans différents champs :

- **L'analyse des rapports sociaux de sexe et la démarche de réduction des risques sexuels** sont au cœur des formations que propose le Planning 13, notamment les formations « **Genre, Écoute, Sexualités** » destinées aux intervenant-es du domaine socio-éducatif (Éducation nationale ; associations et institutions de proximité : centres sociaux, CAF, ADDAP, PJJ, Fédération régionale) afin de les outiller pour intégrer ces approches dans leurs différentes pratiques.

- **La prise en compte de la vie affective et sexuelle des personnes en situation de handicap**, qui implique la sensibilisation des équipes au sein des institutions

afin qu'elles intègrent cette dimension dans leur accompagnement des personnes (voir programme « Handicap et alors » p.11).

- **La mise en œuvre du PRODAS** (voir p.10) repose sur la formation de professionnel-les du champ socio-éducatif afin qu'ils-elles s'en approprient les fondements et contenus et l'articulent à leur pratique auprès d'enfants, de jeunes ou d'adultes.

- **L'expérience du Planning 13 dans le domaine de l'éducation à la sexualité, de l'accompagnement au choix contraceptif et autour de l'IVG** l'amène à intervenir dans de nombreux cursus de formation initiale (faculté de médecine, écoles de soignant-es) et en formation continue (auprès des médecins et des sages-femmes).



LA FORMATION, UN OUTIL DE CONSCIENTISATION

Au-delà des contenus, les différentes formations proposées sont l'occasion pour les participant-es et l'équipe du Planning 13 – à travers le partage et l'analyse des problématiques rencontrées – de mieux comprendre son environnement, pour pouvoir s'y situer et agir à le transformer.

En cela, la formation constitue un formidable outil de conscientisation et de ce fait un moyen précieux pour la mise en œuvre du projet associatif.

L'ÉDUCATION POPULAIRE, SOCLE POLITIQUE D'UNE DÉMARCHE PÉDAGOGIQUE

Les principes de l'éducation populaire sous-tendent la démarche pédagogique que propose le Planning Familial autant en formation que dans ses autres activités. Les méthodes de formation utilisées privilégient l'alternance entre travail sur les représentations, mutualisation des savoirs, apports théoriques et pratiques, mises en situation et analyse de la pratique. Les formatrices s'appuient sur les besoins et les savoirs du groupe.

LA FORMATION QUALIFIANTE AU CONSEIL CONJUGAL ET FAMILIAL

Cette formation a pour principal objectif de professionnaliser les stagiaires pour exercer une fonction d'aide fondée sur leurs compétences d'écoute et d'accompagnement des personnes dans le champ de la sexualité dans ses dimensions affectives, relationnelles et sociales.

L'animation de groupes d'information et de parole et la conduite d'entretiens sont des éléments essentiels de la pratique du conseil conjugal et familial.

L'écoute mobilisée a pour principal objectif de permettre à la personne de situer sa problématique au sein d'un contexte sociétal, social, familial, personnel et – plus particulièrement dans les cas de violences – de renforcer sa place en tant que sujet afin qu'elle opère des choix adaptés à sa situation et à son mieux-être.

L'écoute active (approche *counseling*), l'analyse de genre, l'approche en réduction des risques et la démarche d'éducation populaire sont les éléments fondamentaux et transversaux de

la formation. Les contenus portent sur les différents champs d'intervention du conseil conjugal et familial : sexualités ; contraception, grossesse, avortement, accouchement sous secret ; désir d'enfant, aide médicale à la procréation, adoption et accompagnement à la parentalité ; maltraitance et violences sexuelles, sexistes, conjugales, familiales ; problématiques spécifiques : maladie, deuil, handicap, VIH/IST, interculturalité, trans'identités, addictions, prises de risques, vulnérabilité sociale.

Cette formation longue est l'occasion pour chacun-e de développer ses capacités à être ensemble, à confronter ses idées, à partager une vie de groupe, à s'exprimer en public, à écouter, à réfléchir et à adopter une attitude questionnante. Tout au long de la formation, les stagiaires expérimentent à travers la démarche pédagogique qui leur est proposée la posture professionnelle qu'il leur faudra mobiliser dans l'exercice de leur fonction.

QUALIFICATION AU CONSEIL CONJUGAL ET FAMILIAL :

15 stagiaires en formation au Planning Familial 13.

14 stagiaires en formation à **La Réunion** co-animée par le Planning 13.

ÉDUCATION À LA VIE / ANIMATION DE PRÉVENTION :

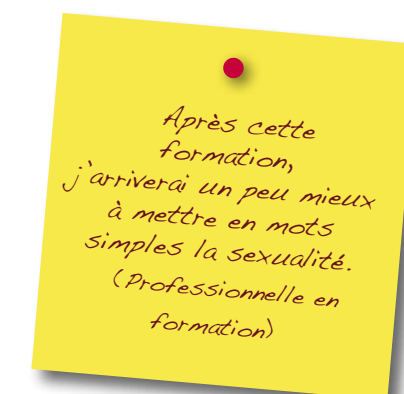
8 stagiaires ont clôturé leur parcours de formation en 2014.

UNE ÉQUIPE QUI SE FORME EN PERMANENCE :

15 salariées ont bénéficié de la formation professionnelle continue en 2014.

Des réunions régulières d'analyse des pratiques.

Une supervision mensuelle.



TRAVAIL EN RÉSEAU

PARTENAIRES DU PLANNING FAMILIAL 13

♦ INSTITUTIONNELS

Agence régionale de santé
Caisse primaire d'assurance maladie
Conseil général des Bouches-du-Rhône
Conseil régional PACA
Direction départementale de la Cohésion sociale
Direction Jeunesse, Sports et Cohésion sociale
Direction régionale Droits des femmes
ESIA
INPES
Politique de la ville de Marseille
Politique de la ville d'Aix-en-Provence
Politique de la ville de Miramas
Politique de la ville de Marignane
Ville d'Aix-en-Provence
Ville de Marseille

♦ EN PACA

AIDES
CRES PACA
CRIPS PACA
Collectif Femmes Plus
ORS
Réseau santé Marseille Sud
SIS association
Sol en Si

♦ DANS LES BOUCHES-DU-RHÔNE

Ateliers Santé Ville
AVAD
CIDAG
CIDDIST
CPEF
COREVIH PACA OUEST
Éducation nationale académie Aix-Marseille
École des parents et des éducateurs
35 collèges
17 lycées
Protection judiciaire de la jeunesse
SOS Femmes

♦ À AIX-EN-PROVENCE

Bureau Information Jeunesse
Centre d'interruption volontaire de grossesse du Centre hospitalier du pays d'Aix
Centre social Aix-Nord
École d'auxiliaires de puériculture de la Croix-Rouge
ESAT Les Parons
Faculté de lettres d'Aix-en-Provence
IFAP
Unis-cités

Le Planning Familial 13 travaille beaucoup hors les murs du 106, boulevard National ou du CIVG d'Aix-en-Provence, et avec de nombreux professionnel·les de l'Éducation nationale, du Conseil général 13, mais aussi de structures éducatives, médico-sociales ou associatives. Réseau, partenariat, personne « relais » ou « ressource » sont autant de mots et de liens cruciaux qui traduisent notre volonté de partager la réflexion sur les causes socio-économiques des inégalités entre les sexes, le changement des mentalités et les pratiques dans les rapports hommes-femmes au sens large, et donc de transformation sociale.



STAND INTER-ASSOCIATIF À AIX-EN-PROVENCE

Nous entendons par accompagnement le fait de sensibiliser et d'outiller les professionnel·les sur les questions de sexualité, de genre, de conduites à risques. Des formations courtes sont parfois possibles pour les professionnel·les : « Genre, Écoute, Sexualités » ou « Genre et Santé Sexuelle ». Le format proposé de 4 jours n'étant pas toujours envisageable, nous pouvons également proposer des temps plus courts : demi-journée de sensibilisation, participation à des réunions d'équipe, analyse de la pratique et accompagnement au plus près de la réalité des structures et de leurs publics.

Cet accompagnement peut se traduire par :

- L'appui au développement et la co-animation d'actions auprès des publics (éducation à la vie affective et sexuelle, accompagnement à la parentalité, etc.).
- Le soutien et l'écoute des professionnel·les au sujet de situations rencontrées dans leur pratique.
- L'apport d'éléments théoriques, lors de temps de formation notamment, visant à outiller les professionnel·les sur l'écoute et l'accompagnement des questions de sexualité, la réactualisation des connaissances sur les corps sexués, les contraceptions et l'IVG et leur cadre légal, l'identification de la catégorisation du masculin et du féminin et de ses conséquences en terme de vulnérabilités.

- Des échanges de pratiques entre professionnel·les de mêmes territoires.

Cette démarche d'implication des professionnel·les « non spécialistes » de l'éducation à la sexualité a pour objectif de constituer au fil du temps un réseau de professionnel·les qui deviennent des relais de proximité sur les questions d'éducation à la sexualité dans l'environnement quotidien des personnes. L'accompagnement des professionnel·les sur les thématiques qui sont les nôtres n'est bien évidemment pas unilatéral. Il permet également de nourrir en retour nos pratiques, notre connaissance des problématiques rencontrées par les personnes et des spécificités territoriales. À Marseille, depuis une dizaine d'années, le travail de partenariat et de réseau s'est formalisé à travers des projets, qui portent le nom de « Réseau Genre, Écoute, Sexualités » dans certains quartiers prioritaires de la politique de la ville. Nous accompagnons une vingtaine de structures, principalement des centres sociaux mais aussi le personnel de l'Éducation nationale et des associations.

Je vois tous les jours des garçons traiter les filles comme des objets et les filles qui ont déjà intégré ce fait. Comment leur en parler ? (Éducatrice, ADDAP 13)

Une démarche proche se développe à **Aix-en-Provence** où le partenariat se fait pleinement avec deux associations : le Point Accueil Écoute Jeunes (PAEJ) et Tremplin de Prev', structures « locomotives » avec lesquelles sont construites et menées des actions communes. Nous travaillons sur le principe de l'« aller vers » et optimisons nos actions et nos outils sur les différents lieux d'intervention en les adaptant au public. Le principe du stand commun inter-associatif permet à d'autres structures de rejoindre ce noyau en fonction des thèmes proposés. Ces temps conduisent à l'échange de pratiques et de connaissances du terrain. Ils favorisent les orientations du public si besoin.

À **Salon-de-Provence**, la permanence hebdomadaire à la Maison des adolescents nous permet également de favoriser le travail en réseau. Ainsi nous

sommes sur place en contact avec un grand nombre de professionnel·les pluridisciplinaires et cela favorise les orientations fines du public. Un partenariat privilégié existe aussi avec la Maison départementale de la solidarité (MDS) de Salon permettant l'orientation rapide des personnes pour un suivi gynécologique.

Sur les différents territoires dans lesquels nous intervenons dans une démarche de réseau et de consolidation de partenariats, les coordinateurs·trices des **Ateliers Santé Ville** sont des interlocuteurs·trices précieux·ses. Elles ont pour mission de contribuer à la réduction des inégalités sociales et territoriales de santé et nous font bénéficier de leur connaissance des territoires (enjeux prégnants de santé, acteur·trices, besoins).

En 2014, le Planning Familial 13 a souhaité créer les conditions d'une présence plus importante à l'ouest de l'étang de Berre et particulièrement sur les communes de Miramas, Martigues, Port-de-Bouc, Fos-sur-Mer, Istres et Port-Saint-Louis-du-Rhône. Dans un premier temps, nous cherchons à établir un diagnostic des besoins des structures et des professionnel·les sur les questions de « Genre, Écoute, Sexualités » afin d'améliorer l'orientation et la prise en charge des personnes sur les questions de contraception, d'IVG, de violences et de prévention des risques liés à la sexualité.

Dans notre démarche de réseau et d'accompagnement, nous travaillons avec l'Éducation nationale, le Centre de planification et d'éducation familiale du Conseil général 13, la Maison de la solidarité, l'École des parents et des éducateurs, l'ADDAP 13, l'équipe opérationnelle de la politique de la ville et l'Atelier Santé Ville.

Plus spécifiquement à :

- Marseille centre : ADRIM/CADA, Centre social Tivoli, CEM Lou Cantou, CCO Velten, La Fraternité Belle de Mai, MPT Kléber.
- Marseille 13^e et 14^e : Centre social Malpassé, Centre social Saint-Gabriel.
- Marseille 15^e et 16^e : Centre social Lamartine, Centre social les Musardises, Centre social Bourrely, Foyer Caganis.
- Salon-de-Provence : Maison des adolescents 13 Nord, MDS Salon.
- Aix-en-Provence : Tremplin de prev', PAEJ, Bureau Information Jeunesse.
- Istres : Maison régionale de santé, Maison des solidarités, Réseau Violences conjugales.
- Miramas : Maison des adolescents 13 Nord, Mission locale.

74 professionnel·les ont été accompagné·es à Marseille et 87 à Aix-en-Provence, ce qui représente 35 structures.

♦ À MARSEILLE

AAJT
Accueil de jour les Magnolias
Alliances Aspi
Association Réadaptation sociale
Autres Regards
Centre Saint-Raphaël
Centre Saint-Thys
Centre social Baussenque
CEF Les cèdres
CIDFF
Collectif 13 DDF
Collectif IDEM
CPF Les Baumettes
Écoles élémentaires (9)
ESAT les Argonautes
EPM La Valentine
Faculté de médecine Aix-Marseille
Université
FAM Georges-Flandre
Foyer de vie l'Astrée
Foyer de vie Les Chênes
Foyer de vie Saint-Raphaël
Foyer le Lys
Habitat alternatif et social
IFSI Montolivet
Image santé
Institut Arc-en-ciel
IVGEV 13
Médecins du Monde
Maison des solidarités Bouès
Maison des solidarités Saint-Adrien
MAS Bellevue
MEP
SAMSAH TC-CL
Trousse à outils
6T théâtre

♦ DANS LES AUTRES VILLES

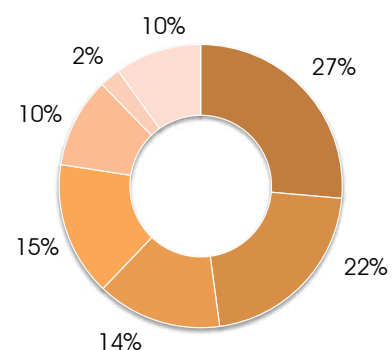
ASM, Marignane
École PEMA, Greasque
ESAT La Farigoule, La Roque-d'Anthéron
IFAS, Salon-de-Provence
Maison des adolescents 13 Nord BDR (Salon)
Réseau planification éducation sexuelle 05

♦ MOUVEMENT FRANÇAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL (MFPF)

Confédération MFPF
Fédération régionale MFPF
Association départementale du Var
Association départementale du Vaucluse
Association départementale des Alpes-Maritimes
Association départementale des Hautes-Alpes

BILAN FINANCIER 2014

LA DIVERSITÉ DES FINANCEMENTS



- État (ARS)
- Conseil général 13
- Conseil régional PACA
- État (DDCS, FNPEIS, DRDFE, FDVA, INPES, CPCAM)
- CUCS (Villes, État, Région)
- Villes
- Vente de prestation (formation, participation des établissements)

LE MOT DE LA TRÉSORIÈRE

Le Planning Familial 13 peut se féliciter du compte d'exploitation de cette année 2014 qui affiche des résultats remarquables au regard de ceux de l'année 2013 :

- **2014 : Résultat net de +2 152 euros.**
- **2013 : Résultat net de -6 407 euros.**
- **Écart de 66 251 euros.**

Ces résultats sont le fruit d'un effort collectif :

- l'équipe qui a continué à travailler de façon tenace, en dépit d'une situation anxiogène avec menace de licenciements et départs non remplacés ;
- l'équipe qui s'est mobilisée de diverses façons : lettre d'interpellation à l'attention de nos partenaires institutionnels, déclarations dans les médias, participation à des manifestations ;
- la directrice qui, en raison des remaniements internes du pôle administratif, a dû porter seule le poids de l'administratif des soixante dossiers de subvention, de l'organisation de l'équipe et de la gestion jusqu'à l'arrivée de notre responsable administrative et financière à la fin du mois d'août 2014 ;
- le conseil d'administration et le bureau qui se sont engagés activement dans la recherche de financements complémentaires : nombreux contacts, courriers, rencontres avec nos partenaires et élu-es ;
- nos partenaires institutionnels, notamment la Direction départementale de la Cohésion sociale pour l'État, le Conseil régional et le Conseil général 13 qui, reconnaissant la qualité de notre travail, nous ont accordé des financements exceptionnels afin d'éviter des licenciements et une cessation de paiement qui auraient mis notre association à mal tant du point de vue humain que de la réalisation de ses missions.

Toutefois l'année 2015 sera difficile pour ce qui concerne la stabilité de nos financements en raison notamment des changements politiques qui se profilent à l'issue des diverses échéances électorales prévues au cours de cette année. Il nous faudra donc exercer une vigilance constante et trouver les moyens de maintenir nos activités par l'augmentation de nos prestations de services, le développement de nos projets et le soutien de nos adhérents.

Marie-Annie Handelsman

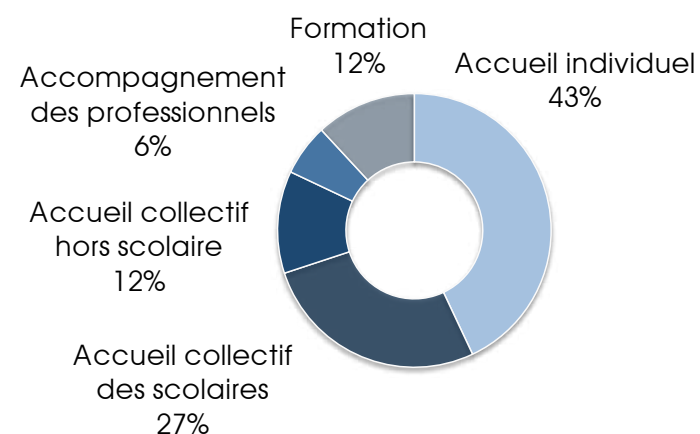
RÉPARTITION DES CHARGES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

♦ **Accueil individuel** : centre de planification, permanences d'écoute, plateforme téléphonique, site internet.

♦ **Accueil collectif des scolaires** : interventions auprès de groupes dans les écoles, collèges, lycées, et auprès des étudiants.

♦ **Accueil collectif hors scolaire** : interventions dans les structures sociales, éducatives et associatives.

♦ **Formation** : formation qualifiante conseiller-ère conjugal-e et familial-e et modules de formations courtes.



COMPTE DE RÉSULTATS AU 31/12/2014

Produits	2014	2013
Prestation services et formation	127 718,06 €	125 191 €
Subventions	906 584,00 €	823 527 €
Autres produits de gestion	30 840,49 €	11 803 €
Total produits activités	1 065 142,55 €	960 521 €
Report de subventions N-1 ET N	249 122,00 €	233 310 €
Quote-part subventions équipement	39 353,81 €	34 203 €
Total produits d'exploitation	1 353 618,36 €	1 228 034 €
Financier & exceptionnel	682,87 €	43 287 €
Total des produits	1 354 301,23 €	1 271 321 €
Charges	2014	2013
Achats	22 715,00 €	31 375 €
Services externes	151 497,14 €	145 760 €
Impôts et taxes	29 918,31 €	46 892 €
Frais de personnel	750 610,42 €	789 996 €
Autres charges de gestion	15 439,64 €	16 280 €
Total charges activités	970 180,51 €	1 030 303 €
Report de subventions N sur N+1	321 985,00 €	249 122 €
Dotations aux amortissements	51 758,65 €	44 642 €
Total charges d'exploitation	1 343 924,16 €	1 324 067 €
Financier & exceptionnel	8 225,21 €	11 331 €
Total des charges	1 352 149,37 €	1 335 398 €
Résultats	2014	2013
Produits d'exploitation	1 353 618,36 €	1 228 034 €
Charges d'exploitation	1 343 924,16 €	1 324 067 €
Résultat d'exploitation	9 694,20 €	-96 033 €
Produits financiers & exceptionnels	682,87 €	43 287 €
Charges financières & exceptionnelles	- 8 225,21 €	11 331 €
Résultat financier & exceptionnel	- 6810,4 €	31 956 €
Résultat net	2 151,86 €	-64 077 €

♦ **LE COMMISSAIRE AUX COMPTES** : les comptes annuels ont été contrôlés et certifiés par notre commissaire aux comptes, monsieur Bruno Nivière de CPECF-AUDIT.

Merci au Planning de réconforter et soutenir les femmes en difficulté. Alors pourquoi nous en priver ??!

Sauvegardons le Planning Familial, pour que les jeunes aient toujours une oreille attentive, une main tendue vers eux !

BILAN AU 31/12/2014

ACTIF	2013	2014
Actif immobilisé	583 482	585 015
Stocks et créances	333 946	300 256
Trésorerie Actif	147 932	182 366
TOTAL ACTIF	1 065 360	1 067 637
PASSIF	2013	2014
Fonds associatifs	598 168	588 619
Provisions pour risques et charges		
Dettes	467 192	479 018
Trésorerie Passif		
TOTAL PASSIF	1 065 360	1 067 637

ÉTÉ 2014 : LES USAGER-ÈRES DE MARSEILLE LAISSENT DES MESSAGES DE SOUTIEN AU PLANNING FAMILIAL.



Rapport d'activité 2014

Photo de couverture : Lisa Tichané
Conception graphique : Julie Holvoet



le planning familial 13

106, boulevard National – 13003 Marseille

Tél. : 04.91.91.09.39

www.leplanning13.org

www.facebook.com/planningfamilial.bdr